



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

**Arrêté préfectoral de Mise en Demeure à l'encontre de la société SODEM
Communes de Broué et Marchezais relatif au respect de l'échéancier national de
décontamination et d'élimination des appareils contenant des PCB**

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L. 541-3, L. 541-11, R. 543-17, R. 543-20 et R. 543-33 ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 janvier 2014 relatif aux modalités d'analyse et d'étiquetage et aux conditions de détention des appareils contenant des PCB

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2014 relatif au contenu et aux modalités de déclaration d'appareils contenant des PCB

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 avril 2015,

Considérant que la société SODEM est détenteur d'appareils contenant des PCB, substances énumérées à l'article R. 543-17 ;

Considérant que les appareils possèdent un volume supérieur à 5 dm³ ;

Considérant que l'exploitant a produit un résultat d'analyse du fluide indiquant une teneur supérieure à 500 ppm en masse de PCB ;

Considérant que la détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite ;

L'exploitant entendu,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 :

1-1/ La société SODEM dont le siège social est 17, Rue de la Gare, 28410 Broué, est mise en demeure de faire éliminer ou décontaminer sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les appareils contenant des PCB installés dans son établissement situé sur les communes de Broué et Marchezais par une entreprise agréée dans les conditions définies aux articles R. 543-33 et R. 543-34.

La société SODEM adresse au Préfet les justificatifs d'élimination, notamment le bordereau de suivi des déchets dangereux retourné par l'éliminateur final, cadres 10 et 11 remplis et signés.

1-2/ La société SODEM dont le siège social est 17, Rue de la Gare, 28410 Broué, est mise en demeure de s'inscrire et de déclarer ses appareils contenant des PCB dans la base de l'inventaire national (<http://www.inventairepcb.ademe.fr/>), sous 8 jours.

La société SODEM adresse au Préfet toute justification de son inscription et de ses déclarations.

1-3/ La société SODEM dont le siège social est 17, Rue de la Gare, 28410 Broué, est mise en demeure de marquer ses appareils contenant des PCB et d'apposer le pictogramme de danger La sur les portes des locaux dans lesquels un appareil est présent, sous 8 jours.

La société SODEM adresse au Préfet toute justification de son inscription et de ses déclarations.

Article 2 : Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- 1) un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 – 28019 CHARTRES Cedex,
- 2) un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées aux Maires des communes de Broué et de Marchezais et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 4 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.


Article 5 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Sous-Préfet de Dreux, Messieurs les Maires des communes de Broué et de Marchezais, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le **- 7 AOUT 2015**

LE PREFET,

Pour Le Préfet,
La Secrétaire Générale


Carole PUIG-CHEVRIER

